

LES LIVRES

Les livres

A propos du livre de Laurence Dreyfus et Béatrice Casanova : Chroniques d'une prise d'otages - Flammarion, 1997.

MATERNELLE DE NEULLY
LAURENCE DREYFUS
ET LES MÉDIAS
PATRICK LAGADEC
Flammarion, 1997

Ce travail sur le témoignage de Laurence Dreyfus et Béatrice Casanova s'inscrit dans le cadre d'une réflexion générale sur l'activité médiatique en cas de crise. Il fait suite à une analyse de la couverture de la prise d'otages de l'Airbus d'Air France Alger-Paris fin 1994 (1) et à une enquête, menée avec Françoise Rudetzki, Présidente de SOS-Attentats, auprès de familles de victimes de l'attentat du RER B à Saint-Michel, le 25 juillet 1994 (2).

Dans le livre qu'elles viennent de publier, Laurence Dreyfus et Béatrice Casanova apportent un témoignage précis, maîtrisé et d'une grande dignité.

Nous nous intéresserons ici à la question peut-être la plus importante du livre : l'activité médiatique sur cette affaire - vue tout à la fois de l'intérieur (par l'institutrice) et de l'extérieur (par la journaliste). Une fois encore un certain nombre de constantes sont mises en lumière et il est important de les relever avec précision.

• D'emblée, les médias sont acteurs

Ils sont constitués comme tels par le preneur d'otages, qui va d'ailleurs suivre la loi du marché en convoquant le média au plus fort audimat pour mettre en

scène son forfait (p.69). Le preneur d'otage va suivre avec attention ce qui sera dit sur lui et sur ses gestes.

Ce que diffusent les médias peut lui déplaire profondément et le rendre furieux - comme on l'a vu dans certaines prises d'otages où des victimes ont été torturées parce que des choses avaient été dites qui ne plaisaient pas à leur geôlier : ici, cela aurait pu être le cas avec l'information selon laquelle il s'agissait de quelqu'un «de race noire» (p. 30 ; p. 36). Les informations peuvent aussi redonner au preneur d'otages un tonus tout à fait malencontreux pour les victimes (p. 83).

• Les flashes d'informations sont très rapidement émis

C'est par eux que les proches seront prévenus de l'événement ; cela peut avoir des conséquences dramatiques (p. 35 ; p. 45).

• La mobilisation du système médiatique est immédiate et massive

En quelques instants, l'ensemble du quartier est envahi (p. 34).

• Personne ne refusera la fascination ni la publicité d'un plateau télé

Même un psychiatre, dont on pourrait attendre quelque circonspection ; et quelque retenue dans les diagnostics, soudain transformés - par la grâce de l'effet cathodique - en verdicts sans appel : c'est l'institutrice qui sera la plus traumatisée (p. 102). Même celui qui n'a rien vu sera sollicité pour faire de l'image, du son et de l'émotion.

• Le système médiatique exige d'être alimenté de façon continue et massive : la «qualité de l'information» n'est pas un critère central

Peu importe la qualité des informations, l'essentiel est de ne pas faire tourner à vide les gigantesques mécanos installés à la hâte. Dès lors, on «balancera» tout ce qui passe en matière de rumeur - par exemple que l'homme est «de race noire» - et sans attendre la vérification (pour ne pas être en retard d'une information vraie, se mettre en avance sur l'information fausse). «Etant régulièrement à l'antenne, ils (les journalistes) n'ont guère le temps pour aller chercher des informations ou vérifier celles qu'ils ont obtenues» (p. 116). Si on ne sait pas, on copie, tout retard sera interprété par les chefs comme de l'incompétence qui sera reprochée au jeune reporter envoyé sur les lieux (p. 36). Si quelqu'un a avancé : «certains disent que...», cela devient très vite : «tout le monde pense que...» (p. 90). On se met ainsi en effet Larsen, toute information (non vérifiée) étant

(1) Patrick Lagadec et Joseph Scanlon : «Responsables et médias lors des grandes situations de crise : des mutations à étudier - Réflexions sur l'affaire de l'Airbus Alger-Marseille (24-26 décembre 1994)», *Administration* (revue du Corps préfectoral et des Hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur), n°168, juillet-septembre 1995, p. 197-210.

(2) Patrick Lagadec et Françoise Rudetzki : «Les Victimes d'attentats et les médias», *Administration*, n°171, Avril-Juin 1996, p. 197-207.

(3) Patrick Lagadec : «Sauvons les Médias !», *Prévention-Sécurité*, n°51, janvier-février 1997, p. 5-5.

réinjectée dans le circuit de déformation. La répétition en boucle des messages conduit elle-même à des effets mécaniques d'amplification (p. 90). Et plus le niveau de bruit augmente, plus il faut fournir de l'information stridente pour qu'elle soit encore entendue par des récepteurs gavés et saturés.

- Le système médiatique doit fournir produit calibré, ajusté aux instincts du consommateur

Il faut un cliché. C'est le thème de «l'institutrice-courage» (p. 61). Tout n'est pas faux, mais l'aliment informatif doit être du reconstitué prédigéré, à partir d'un seul élément, quand il y en a bien d'autres, et de bien plus importants. Le système médiatique mobilisé en temps de crise ne fait pas dans la subtilité : il faut du simple, correspondant absolument aux émotions ressenties d'instinct par l'auditeur-téléspectateur : de la sorte, le journaliste n'a plus à expliquer, il a simplement à fournir ce qui est entendu d'avance ; cela élimine toute aspérité dans le circuit de déversement du message. Et pour être mieux assuré d'obtenir ce produit, le journaliste pose «les questions qui «soufflent» les «bonnes» réponses» (p. 91).

Et gare à l'intéressée si elle n'accepte pas d'entrer dans cette reconstitution hollywoodienne ! Tout le reste -son devoir, l'absence de choix -, c'est du trop compliqué pour un produit grand public. Toute réflexion risquerait d'amoinrir l'émotion, d'introduire de la réflexion et donc d'affecter la distribution.

Et puis, qu'il serait séduisant d'entrer ne serait-ce que le temps d'une crise dans la peau d'un paparazzi en chasse à Monaco ! «Un reporter demande à une mère si l'institutrice ne serait pas enceinte. La mère lui répond

aussitôt que l'information est fausse. Néanmoins, l'interview est diffusée telle que : Le journaliste : «On a entendu dire qu'elle était enceinte ?». La mère : «Non, elle a un bébé qui a vingt mois, donc elle n'est plus enceinte» (p. 92).

Peu importe la vérité ou la réalité, c'est «l'émotion» qui l'emporte toujours (p. 123).

Une logique de viol

Le dévoilement systématique

Tout sera exposé, montré, dévoilé. Ainsi du dossier confidentiel détenu par l'IUFM, auquel n'a jamais eu accès l'institutrice elle-même. Et ce avec l'appui d'une interview du directeur de cet IUFM «que ne n'ai jamais rencontré et qui raconte cependant qui je suis» (p. 88).

Les photos

Ainsi de photos privées : «Je suis tranquille, les photos des pompiers «ne sortiront pas». Quelques jours plus tard, en découvrant les clichés pris par les pompiers à la une de deux grand magazines, j'ai pleuré. De rage, d'incompréhension et de colère. Plus tard, Le Canard enchaîné s'interrogeait lui aussi sur l'origine de ces clichés et relatait des choses étonnantes. Un journaliste confiait à l'hebdomadaire qu'il avait réussi qu'il avait réussi à obtenir ces photos «gratuitement» grâce aux bons soins de la préfecture de police à qui les pompiers les avaient confiées. Interrogée, la préfecture démentait formellement» (p. 120).

«Je découvre avec stupéfaction que pour la deuxième fois je suis à la une. (...) Cette photo n'a pu être prise que par l'une des personnes présentes dans l'école. C'est une photo indiscreète d'un moment que j'aurais volontiers gardé pour moi. Je ne sais pas

comment ce cliché «volé» est arrivé sur le bureau de Paris-Match (et tous les autres dans les pages intérieures). Son parcours «en dirait long» sur le fonctionnement de ce milieu, mais ce sont «des choses» qui ne se racontent pas et c'est bien dommage, car je suis persuadée qu'elles intéresseraient nombre de lecteurs... Je suis exposée au regard des autres et je me sens spoliée de mon image, trahie. (p. 131)

«J'ai le sentiment d'être déshabillée en public» (p. 147).

Les hordes

«Les grilles de l'école s'ouvrent et nous sommes aussitôt encerclés par une horde de photographes et de cameramen. Ils se pressent autour de la voiture et l'empêchent d'avancer. Ils collent leurs objectifs aux fenêtres et leurs flashes nous aveuglent. Ils ne parlent pas, ils crient : «C'est l'insti ! C'est l'insti !». D'autres m'appellent «Laurence ! Laurence !», comme s'ils me connaissaient. Ils se bousculent les uns les autres pour être aux premières loges du spectacle pitoyable d'une femme décomposée. Je suis soudain effrayée par leur violence. C'est une sensation terrible. Je cache ma tête dans mes mains. J'ai dit - plus tard - que la presse me faisait plus peur que le preneur d'otages. C'est vrai. (...) il est terrifiant de se retrouver face à l'énorme machine des médias» (p. 122).

«Nous sommes cloîtrés chez nous, face à un mur de journalistes. (...) Quelques instants plus tard, nous sortons de chez nous accompagnés par deux policiers ; je me cramponne au bras de l'un d'eux et me laisse guider jusqu'à leur voiture. Dès qu'ils m'aperçoivent, les photographes se précipitent autour de moi, me mitraillent avec leurs flashes» (p. 125-126).

«Chaque jour, des photographes sont postés devant l'entrée de l'établissement, ils savent que je ne veux pas être photographiée. Ils attendent cependant, me guettent pour faire des clichés, malgré moi.» (p. 142)

«Un photographe surgit devant nous, sorti d'on ne sait où. (...) Nous lui hurlons de nous laisser tranquilles. Le bruit a attiré certains passants qui s'approchent pour savoir ce que nous veut cet individu. Furieux, le photographe tourne les talons en déclarant d'un ton vengeur : «De toute façon, on t'aura !» (p. 143).

Après l'épreuve, un filon pour les médias, un calvaire pour les victimes

«Quelques jours avant la rentrée des classes, je feuillette tranquillement un magazine quand soudain, comme un coup dans le ventre, je lis en gros titre : «La deuxième mort de H.B.». TF1 diffusera un téléfilm (...) Pascale Breugnot, qui a produit cette fiction explique tranquillement : «Avant la diffusion, nous avons organisé des projections pour tous ceux qui le demandaient. Ils avaient la possibilité d'aller en justice pour un référé. Ils ne l'ont pas fait, c'est donc qu'ils ont trouvé le film convenable, respectueux et digne» (Le Nouvel Observateur, 10/10/94). Encore eût-il fallu que les parties concernées soient informées. Ce qui ne fut pas le cas. Pascale Breugnot a seulement omis de nous prévenir qu'un film dont nous étions, moi et d'autres, les «vedettes» allait être diffusé. Nous n'en avons jamais rien su. Nous l'avons bêtement appris par le programme télé. Ce n'est pas vraiment élégant ; c'est même désagréable de se sentir, une nouvelle fois, malmenée et exploitée.» (p. 158-159)

Attentat de Port-Royal, le 3 décembre 1996. Evelyne

Lambert, qui était avec moi lors de la prise d'otages, est parmi les premiers médecins à s'occuper des victimes de la bombe meurtrière. Des journalistes apprennent sa présence mais, dans l'urgence et la panique, son nom est sans doute associé puis confondu avec le mien. Une rumeur circule alors : l'institutrice de Neuilly était peut-être dans le RER de Port-Royal... Des journalistes veulent vérifier l'information et téléphonent au rectorat et à mon mari. Oui, ma femme a été otage dans la maternelle de Neuilly. Non, ma femme n'était pas dans le RER où une bombe a explosé. C'est ça, la vie d'un petit «personnage public». C'est une histoire sans fin...» (p. 161-162)

Chroniques d'une prise d'otages corrobore bien d'autres examens du même type, notamment ceux qui ont pu être réalisés sur la couverture médiatique du détournement de l'Airbus d'Air France Alger-Paris (24-26 décembre 1994) ou des attentats de l'été 1995. Ces cas avaient notamment conduit à formuler les quelques observations suivantes :

- Il n'est pas sans effet de souligner dans tous les médias que les preneurs d'otages ont entre leurs mains des cibles de choix (AFP ; TF1, Airbus d'Air France, 24-25 décembre 1994).

- Il n'est pas sans effet de donner à l'antenne des bilans de victimes totalement faux, non vérifiés, apprenant à des familles que leur mari, leur père, leur frère viennent d'être tués. (France 2, 26 décembre 1994)

- Il n'est pas forcément nécessaire de donner à l'antenne suffisamment d'éléments pour que chacun comprenne bien que l'assaut est imminent (France Info, 26 décembre 1994).

- Il n'est pas éminemment indispensable d'expliquer, schéma

couleur à l'appui, comment on pourrait faire un attentat plus efficace (France 2, (pour des raisons évidentes, j'éviterai de donner ici la référence).

- Le droit à alimenter le système d'information ne peut pas se faire au détriment de toute autre considération, par exemple la dignité des personnes. Ainsi dans les attentats : peut-on mitrailler impunément une victime, pour la simple raison qu'elle est dénudée et en sang (et attention si elle est jeune et jolie !) ? Peut-on menacer une famille qui ne s'exécute pas quand on la somme, en pleine nuit, de livrer des photos d'une mère, d'une soeur, d'une fille qui vient de décéder ? Peut-on annoncer à une grand-mère âgée vivant en province qu'il faut immédiatement des photos de sa petite fille (qui, accessoirement, vient d'être tuée dans un attentat) ? Peut-on, à chaque événement, remettre en scène les victimes des cas précédents en leur faisant ainsi revivre l'horreur ?

Quand ces réflexions sont introduites, le tir de barrage est immédiat :

- «Le journaliste est simplement un observateur !»

- «Ne touchez pas au droit à l'information !»

- «L'image ne trompe pas !»

- «En direct, de toutes les façons, on n'a pas le temps de réfléchir»

- «Le contenu, le vrai, le faux... ça n'a pas d'importance, ce qui importe, c'est l'attente de nos lecteurs : et, la preuve, ils nous en redemandent !»

- «De toutes les façons, si je ne publie pas, d'autres le feront !»

Aujourd'hui, il faut dire non. Et ne pas se laisser entraîner vers un second syndrome de Stockholm qui consisterait à dire que l'on a maintenant compris que les journalistes «font leur boulot» et qu'il faut bien les lais-

ser faire. On ne peut accepter que les victimes, chair à canon des terroristes, doivent nécessairement devenir chair à canon cathodique consentantes, pleurant ou souriant selon le cours de l'image du jour - ce que Laurence Dreyfus, avec une grande dignité, a refusé (p. 141 ; 148 ; 154).

tique d'information sur un événement grave ne (re)trouverait pas la crédibilité - et même l'audience - laquelle commence à tant faire défaut dans ce métier qui croit pouvoir éviter la chute en accélérant toujours davantage sa course folle vers l'abîme ?.

Patrick LAGADEC

ATTENTION AU TCHERNOBYL
MÉDIATIQUE !

Si la profession ne reprend pas les choses en mains on risque tout simplement :

- La disparition du journaliste : pourquoi payer des gens à faire un travail sur l'information si le seul principe directeur en temps de crise (là où l'information devient capitale) est de supprimer toute réflexion et de faire du journaliste un simple ouvrier du robinet des images brutes, des affects les plus basiques ?

- La disparition de l'information : pourquoi continuer à « faire » de l'information quand il est si simple de ne faire que de la livraison d'émotion brutes, permettant à chaque organe de faire sa « communication » et par là de l'audience ?

- De trouver un jour des victimes qui ne choisissent pas le comportement empreint de dignité comme celui de Laurence Dreyfus, mais des gens qui joueront avec ce système non maîtrisé. Le système médiatique est très vulnérable à des manipulations qui pourraient rapidement le plonger dans des crises à côté desquelles les affaires du type Timisoara ne seront que de simples péripéties.

Attention au « Tchernobyl médiatique » ! Que vaudrait une démocratie qui aurait perdu - ou dévitalisé - ses médias ?

De façon plus positive, on pourrait se demander si un média qui expliquerait clairement sa poli-